

La Plateforme RSE, instance consultative placée auprès du Premier ministre, installée à France Stratégie, réunit les parties prenantes françaises de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Dans le contexte de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19, elle invite ses membres à faire part de leurs réflexions.

APRES LA CRISE, QUESTIONNER NOS HABITUDES

par la CFTC

représentée à la Plateforme RSE par Geoffroy de Vienne



Les opportunités de mutations, de remise en cause des habitudes sont nombreuses. Chacun sur son terrain : actionnaire, épargnant, « salarié », citoyen, consommateur, détient un pouvoir et évidemment la responsabilité qui l'accompagne, pour faire avancer ces indispensables changements.

Crise

(wei ji)

危机

C'est par ces deux idéogrammes associant dangers et opportunités que la langue chinoise exprime la notion de crise. Il me semble que ces deux notions s'appliquent bien à une analyse de la situation actuelle. La face visible du danger est sanitaire, elle est porteuse d'angoisse et nécessite une protection de soi et une solidarité envers les autres, tout ceci est largement repris par les médias et hélas encore imparfaitement respecté en France !

Cette crise sanitaire mondiale et les déstabilisations qu'elle entraîne peut aussi induire des dangers moins visibles : pour la démocratie (des « mesures d'urgence », jusqu'où ?), pour les droits de l'homme (les libertés, ...), pour l'environnement qui pourrait devenir une victime d'arbitrage budgétaire, pour l'économie. En France, l'Etat a annoncé des mesures de protection de l'économie (aides aux entreprises), des « salariés » (chômage technique, aides diverses, suspension des licenciements, ...), la suspension des évolutions de notre modèle social (chômage, retraite) et nous le souhaitons le renforcement des contrôles de protection de l'environnement et de la justice sociale. Tout ceci donne un cap, certes imparfait (qu'est-il prévu pour les sans-abris,

les migrants ?) mais dont la pleine mise en œuvre nécessite l'engagement de chacun dans une démarche de citoyen responsable. C'est surtout en cela que cette crise constitue une opportunité : opportunité pour chacun de clarifier la finalité d'une existence parfois confuse, agitées, dispersées. Opportunité pour les entreprises de reconnaître et d'assumer leur rôle d'acteur politique du fait de leur poids économique, de s'interroger sur la place du travail à distance vis à vis du bien être des salariés et des émissions CO2, sur les délocalisations et les problèmes sociaux et environnementaux qu'elles engendrent. Opportunité pour le monde de l'enseignement, de la médecine de devenir plus accessible grâce aux réseaux informatiques. Opportunité pour le système financier de se recentrer sur sa mission première de financement d'une économie durable et d'arrêter d'utiliser les marchés financiers comme terrain de jeu pour les spéculateurs. Opportunité pour l'Etat et l'Europe de s'interroger sur le modèle actuel de développement notamment pour ce qui est de la maîtrise de sa production et sa souveraineté....

Les opportunités de mutations, de remise en cause des habitudes sont nombreuses. Chacun sur son terrain : actionnaire, épargnant, « salarié », citoyen, consommateur, détient un pouvoir et évidemment la responsabilité qui l'accompagne, pour faire avancer ces indispensables changements.